

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2008 — 1766

[2008/201893]

**15 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au secrétariat du gouverneur de province wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L2212-54;
Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1969 réglant l'octroi des allocations aux fonctionnaires et agents attachés au cabinet de gouverneur de province et du vice-gouverneur de la province du Brabant;
Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 octobre 2007;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2007;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2008;
Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 2 octobre 2007;
Vu le protocole n° 506 du Comité de secteur XVI, établi le 25 janvier 2008;
Vu l'avis 44.275/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les attributions du secrétariat du gouverneur sont fixées comme suit : les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du gouverneur, la présentation des dossiers de l'administration, le secrétariat, la réception et l'ouverture du courrier, sa correspondance particulière, l'organisation des manifestations officielles.

Art. 2. Le secrétariat est composé comme suit :

- 1^o un responsable de secrétariat (niveau 1);
- 2^o deux membres de personnel d'exécution;
- 3^o un chauffeur.

Dans les provinces d'un million d'habitants et plus, le secrétariat comprend un attaché de niveau 1 supplémentaire.

Art. 3. Les membres du secrétariat qui ne sont pas mis à disposition par le Gouvernement wallon, la province ou tout autre service public sont engagés par contrat de travail.

Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, les membres du secrétariat sont engagés par le Gouvernement sur proposition motivée du gouverneur.

Art. 4. Il est alloué aux membres du secrétariat qui ne sont pas mis à disposition par le Gouvernement wallon, la province ou tout autre service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

- responsable de secrétariat : échelle A4;
- attaché de niveau 1 visé à l'article 2, § 2 : échelle A5 ou A6;
- agent d'exécution : échelle B3 ou C3 selon le diplôme de la personne choisie;
- chauffeur : échelle D3.

Les membres du personnel visés au présent article bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire proméritee pouvant leur être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des Services du Gouvernement wallon.

Art. 5. Il est accordé aux membres du secrétariat mis à disposition par le Gouvernement wallon, la province ou tout autre service public, une allocation aux montants annuels suivants :

- responsable de secrétariat : 5.784,82 euros;
- attaché de niveau 1 : 3.402,84 euros;
- agent d'exécution : 2.381,99 euros.

Art. 6. La situation pécuniaire des membres du personnel du secrétariat qui sont détachés de la province ou de tout autre service public est réglée comme suit :

- 1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le traitement, l'intéressé obtient l'allocation prévue à l'article 6; lorsque l'employeur réclame le traitement, celui-ci ainsi que les avantages alloués sont remboursés au service d'origine;
- 2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation tenant lieu de traitement prévue à l'article 5.

Art. 7. Il est accordé au chauffeur :

- 1^o une allocation forfaitaire mensuel de 272,22 euros;
- 2^o une indemnité forfaitaire annuelle de 2.478,20 euros.

Art. 8. Les allocations et indemnités prévues aux articles 5, 6 et 7 sont payées mensuellement à terme échu. Le montant mensuel est égal à 1/12^e du montant annuel. Lorsque le montant mensuel n'est pas dû entièrement, il est payé en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères wallons.

Lesdites allocations et indemnités sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. A cet effet, elles sont rattachées à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 9. Les membres du personnel du secrétariat du gouverneur bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement wallon.

Art. 10. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement wallon en matière de frais de séjour, de frais de parcours résultant de déplacement pour les besoins du service et d'utilisation des moyens de transport en commun sont applicables aux membres du secrétariat du gouverneur.

En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du secrétariat du gouverneur aux grades de la hiérarchie administrative se fait comme suit :

- le responsable de secrétariat au fonctionnaire de rang A4;
- l'attaché de niveau 1 au fonctionnaire de rang A6;
- l'agent d'exécution au fonctionnaire de rang B3 ou C3 selon le diplôme de la personne choisie;

— le chauffeur au fonctionnaire de rang D3.

Les membres du personnel du secrétariat du gouverneur qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors de la province peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou de sa contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail.

Art. 11. Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement wallon sont applicables aux membres du secrétariat du gouverneur, à l'exception :

- des congés exceptionnels octroyés pour accomplir un stage dans un service public;
- de la mise en disponibilité pour convenances personnelles;
- du congé pour mission;
- du congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception des congés pour donner des soins palliatifs qui peuvent être octroyés pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelables pour un mois;
- de la semaine volontaire de quatre jours;
- du départ anticipé à mi-temps.

Art. 12. Les gouverneurs signent les contrats de travail relatifs aux membres de leur secrétariat.

Ils en adressent une copie au Ministre des Affaires intérieures, qui les soumet au visa de l'Inspection des Finances.

Art. 13. L'arrêté royal du 13 janvier 1969 réglant l'octroi des allocations aux fonctionnaires et agents attachés au cabinet de gouverneur de province et du vice-gouverneur de la province de Brabant, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1973 et du 8 juin 2000, est abrogé.

Art. 14. La mise en conformité de la composition du secrétariat du gouverneur avec l'article 2 doit intervenir au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 mai 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1766

[2008/201893]

15. MAI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Sekretariat des Gouverneurs einer wallonischen Provinz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, insbesondere seines Artikels L2212-54;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Januar 1969 zur Regelung der Gewährung der Zulagen an die Beamten und Bediensteten, die im Kabinett des Provinzgouverneurs und des Vizegouverneurs der Provinz Brabant beschäftigt sind;

Aufgrund des am 5. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 17. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Mai 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 25. Januar 2008 aufgestellten Protokolls Nr. 506 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 21. April 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.275/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Zuständigkeiten des Sekretariats des Gouverneurs werden folgendermaßen festgelegt: die Nachforschungen und Untersuchungen, die die persönliche Arbeit des Gouverneurs erleichtern können, das Vorlegen der Verwaltungsakten, das Sekretariat, der Empfang und das Öffnen der Post, seine persönliche Korrespondenz, das Organisieren der offiziellen Veranstaltungen.

Art. 2 - Das Sekretariat hat folgende Zusammensetzung:

- 1° eine für das Sekretariat verantwortliche Person (Dienststufe 1);
- 2° zwei Mitglieder des Ausführungspersonals;
- 3° ein Fahrer.

In den Provinzen mit einer Million Einwohnern und mehr enthält das Sekretariat einen zusätzlichen Attaché der Dienststufe 1.

Art. 3 - Die Mitglieder des Sekretariats, die nicht durch die Regierung, die Provinz oder jede andere öffentliche Dienststelle zur Verfügung gestellt werden, werden auf der Grundlage eines Arbeitsvertrags eingestellt.

In Abweichung vom Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder werden die Mitglieder des Sekretariats durch die Regierung auf begründeten Vorschlag des Gouverneurs eingestellt.

Art. 4 - Den Mitgliedern des Sekretariats, die nicht durch die Wallonische Regierung, die Provinz oder jede andere öffentliche Dienststelle zur Verfügung gestellt werden, wird eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

- für das Sekretariat verantwortliche Person: Stufe A4;
- in Artikel 2 § 2 erwähnter Attaché der Stufe 1: Stufe A5 oder A6;
- ausführender Bediensteter: Stufe B3 oder C3 je nach dem Diplom der ausgewählten Person;
- Fahrer: Stufe D3.

Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personalmitglieder haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Kabinettszuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind. Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, wird nach denselben Regeln, die für die Berechnung der anerkannten Dienste des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung festgelegt werden, berechnet.

Art. 5 - Den Mitgliedern des Sekretariats, die durch die Wallonische Regierung, die Provinz oder jede andere öffentliche Dienststelle zur Verfügung gestellt werden, wird eine Zuwendung auf der Grundlage der folgenden Beträge gewährt:

- für das Sekretariat verantwortliche Person: 5.784,82 Euro;
- Attaché der Stufe 1: 3.402,84 Euro;
- ausführender Bediensteter: 2.381,99 Euro.

Art. 6 - Die finanzielle Stellung der Personalmitglieder des Sekretariats, die durch die Provinz oder jede andere öffentliche Dienststelle abgeordnet werden, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber damit einverstanden ist, das Gehalt weiter zu zahlen, erhält der Betroffene die in Artikel 6 vorgesehene Zuwendung; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, wird dieses zusammen mit den gewährten Vorteilen der ursprünglichen Dienststelle zurückerstattet;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 5 anstelle eines Gehalts vorgesehene Zuwendung.

Art. 7 - Dem Fahrer wird das Folgende gewährt:

- 1° eine monatliche Pauschalzuwendung von 272,22 Euro;
- 2° eine jährliche Pauschalentschädigung in Höhe von 2.478,20 Euro.

Art. 8 - Die in den Artikeln 5, 6 und 7 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Der monatliche Betrag entspricht 1/12. des Jahresbetrags. Wenn der monatliche Betrag nicht vollständig zu zahlen ist, wird er gemäß der im Besoldungsstatut des Personals der Wallonischen Ministerien vorgesehenen Regel ausgezahlt.

Besagte Zuwendungen und Vergütungen sind an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise gebunden. Zu diesem Zweck werden sie an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 9 - Die Personalmitglieder des Sekretariats des Gouverneurs erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung vorgesehen sind.

Art. 10 - Die Bestimmungen in Sachen Aufenthaltskosten, Fahrtkosten, die durch dienstbedingte Fahrten entstehen, sowie Benutzung von öffentlichen Transportmitteln, die für die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung vorgesehen sind, finden Anwendung auf die Personalmitglieder des Sekretariats des Gouverneurs.

Im Hinblick auf die Gewährung von Vergütungen für Aufenthaltskosten und Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Mitglieder des Sekretariats des Gouverneurs mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen:

- die für das Sekretariat verantwortliche Person entspricht dem Beamten des Dienstrangs A4;
- der Attaché der Stufe 1 entspricht dem Beamten des Dienstrangs A6;
- der ausführende Bedienstete entspricht dem Beamten des Dienstrangs B3 oder C3 je nach dem Diplom der ausgewählten Person;
- der Fahrer entspricht einem Beamten des Dienstrangs D3.

Die Mitglieder des Personals des Sekretariats des Gouverneurs, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der Provinz befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder seinen finanziellen Gegenwert, der der Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für ein öffentliches Transportmittel zwischen dem Wohnort und dem Arbeitsort entspricht, erhalten.

Art. 11 - Die Verordnungsbestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Anwendung auf die Mitglieder des Sekretariats des Gouverneurs, mit Ausnahme:

- der außergewöhnlichen Urlaubstage zur Absolvierung einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst;
- der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;
- des Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags;
- des Urlaubs wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, mit Ausnahme des Urlaubs, um Palliativpflege zu leisten, der für eine Dauer von einem Monat gewährt werden kann und ggf. für einen Monat erneuert werden kann;
- der freiwilligen Viertagewoche;
- des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit.

Art. 12 - Die Gouverneure unterzeichnen die Arbeitsverträge der Mitglieder ihres Sekretariats.

Sie übermitteln eine Kopie davon dem Minister der inneren Angelegenheiten, der sie der Finanzinspektion zur Genehmigung unterbreitet.

Art. 13 - Der Königliche Erlass vom 13. Januar 1969 zur Regelung der Gewährung der Zulagen an die Beamten und Bediensteten, die im Kabinett des Provinzgouverneurs und des Vizegouverneurs der Provinz Brabant beschäftigt sind, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Dezember 1973 und vom 8. Juni 2000, wird aufgehoben.

Art. 14 - Die Anpassung der Zusammenstellung des Sekretariats des Gouverneurs an Artikel 2 muss spätestens innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgen.

Art. 15 - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1766

[2008/201893]

**15 MEI 2008. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het secretariaat van de gouverneur van een Waalse provincie**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikel L2212-54;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1969 tot toekenning van de jaarlijkse toelagen aan de ambtenaren en beamten gehecht aan het kabinet van de provinciegouverneurs en de vice-gouverneur van de provincie Brabant;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 oktober 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 oktober 2007;

Gelet op protocol nr. 506 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 25 januari 2008;

Gelet op het advies 44.275/4 van de Raad van State, gegeven op 21 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bevoegdheden van het secretariaat van de gouverneur worden vastgelegd als volgt : het onderzoek en de studies die het persoonlijk werk van de gouverneur kunnen vereenvoudigen, de presentatie van de dossiers van de administratie, het secretariaat, de ontvangst en het openen van de briefwisseling, zijn particuliere briefwisseling, de organisatie van officiële evenementen.

Art. 2. Het secretariaat wordt samengesteld als volgt :

1^o een verantwoordelijke van het secretariaat (niveau 1);

2^o twee leden van het uitvoerend personeel;

3^o één chauffeur.

In de provincies van een miljoen inwoners en meer wordt een bijkomende attaché van niveau I aan het secretariaat toegevoegd.

Art. 3. De leden van het secretariaat die niet door de Waalse Regering, de provincie of een andere openbare dienst ter beschikking worden gesteld, worden via een arbeidsovereenkomst aangeworven.

In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, worden de leden van het secretariaat door de Regering op gemotiveerd voorstel van de gouverneur aangeworven.

Art. 4. Er wordt aan de personeelsleden van het secretariaat die niet door de Waalse Regering, de provincie of een andere openbare dienst ter beschikking worden gesteld, een als wedde geldende toelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hierna vermelde schalen van toepassing op het personeel van de Ministeries :

— verantwoordelijke van het secretariaat : schaal A4;

— attaché van niveau 1 bedoeld in artikel 2 § 2 : schaal A5 of A6;

— uitvoerend personeelslid : schaal B3 of C3 volgens het diploma van de gekozen persoon;

— chauffeur : schaal D3.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden genieten de tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen voorzien in de schaal waarin hun als wedde geldende toelage is vastgesteld. De verdiende geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend, wordt berekend volgens dezelfde regels als die welke vastgesteld zijn voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Waalse Regering.

Art. 5. De leden van het secretariaat die niet door de Waalse Regering, de provincie of een andere openbare dienst ter beschikking worden gesteld, krijgen de volgende jaarlijkse toelage :

- verantwoordelijke van het secretariaat : 5.784,82 euro;
- attaché van niveau 1 : 3.402,84 euro;
- uitvoerend personeelslid : 2.381,99 euro.

Art. 6. De geldelijke toestand van de gedetacheerde secretariaatspersoneelsleden van de provincie of een andere openbare dienst wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, krijgt de betrokkene de in artikel 6 bedoelde toelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, worden de wedde en de toegekende voordelen aan de dienst van herkomst terugbetaald;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene de in artikel 5 bedoelde toelage, die als wedde geldt.

Art. 7. De chauffeur ontvangt :

- 1° een maandelijks forfaitaire toelage van 272,22 euro;
- 2° een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 2.478,20 euro;

Art. 8. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 5, 6 en 7 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. Het maandbedrag is gelijk aan 1/12^e van het jaarlijks bedrag. Wanneer het maandbedrag niet volledig verschuldigd is, wordt het uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in het geldelijk statuut van het personeel van de Waalse ministeries.

Deze toelagen en vergoedingen worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Zodoende worden ze gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 9. De personeelsleden van het secretariaat van de gouverneur hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoeelage, een haard- of standplaatstoeelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage en vergoeding tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Waalse Regeringsdiensten gelden.

Art. 10. De bepalingen waarin wordt voorzien voor de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering inzake verblijf- en reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen in het belang van de dienst en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn toepasselijk op de leden van het secretariaat van de gouverneur.

De verblijfskosten- en reiskostenvergoedingen van de leden van het secretariaat van de gouverneur worden verleend op grond van de volgende gelijkstelling met de graden van de administratieve hiërarchie :

- de verantwoordelijke van het secretariaat met de ambtenaar van rang A4;
- de attaché van niveau 1 met de ambtenaar van rang A6;
- het uitvoerend personeelslid met de ambtenaar van rang B3 of C3 volgens het diploma van de gekozen persoon;
- de chauffeur met de ambtenaar van rang D3.

De personeelsleden van het secretariaat van de gouverneur, wier woonplaats en administratieve verblijfplaats buiten de provincie liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of op de financiële tegenwaarde daarvan die gelijkwaardig is met de tegemoetkoming van de werkgever in de kosten voor openbaar vervoer tussen de woonplaats en de werkplek.

Art. 11. De reglementaire bepalingen inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering zijn van toepassing op de personeelsleden van het secretariaat van de gouverneur, met uitzondering van :

- het uitzonderlijke verlof om een stage te vervullen in een openbare dienst;
- de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden;
- het verlof wegens opdracht;
- het verlof wegens loopbaanonderbreking met uitzondering van het verlof wegens palliatieve verzorging dat voor een duur van één maand, eventueel verlengbaar met één maand, kan worden verleend;
- de vierdagenweek op vrijwillige basis;
- de vervroegde halftijdse uittreding.

Art. 12. De gouverneurs ondertekenen de arbeidsovereenkomsten betreffende de leden van hun secretariaat.

Daarvan wordt een afschrift aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden overgemaakt die ze aan het visum van de Inspectie van Financiën voorlegt.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 13 januari 1969 tot toekenning van de jaarlijkse toelagen aan de ambtenaren en beambten gehecht aan het kabinet van de provinciegouverneurs en de vice-gouverneur van de provincie Brabant, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1973 en 8 juni 2000, wordt opgeheven.

Art. 14. Het in overeenstemming brengen van de samenstelling van het secretariaat van de gouverneur met artikel 2 moet uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit plaatsvinden.

Art. 15. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD